

Transformation socio-écologique et options pour une politique de défense des intérêts syndicaux

Hans-Jürgen Urban

Éviter l'effondrement du climat impose un ordre du jour qui nécessite des changements immédiats dans l'économie, la société (et le mode de vie). Mais ce qui est largement accepté comme indispensable est encore loin d'être mis en œuvre. Il est plus que justifié de douter qu'un tournant dans la politique climatique se produise finalement. L'exploitation de la nature est profondément ancrée dans le modèle économique et le lien entre croissance, emploi et prospérité est étroit. Les conflits d'intérêts et les blocages de la transformation sont inévitables. La pandémie de Corona agit comme une restriction supplémentaire et réduit encore les marges de manœuvre économiques, sociales et sociétales. La faiblesse de la croissance et les interventions économiques de plusieurs milliards de dollars augmentent les déficits fiscaux de l'État. Les contraintes quotidiennes du *lockdown* et les mesures de lutte contre la pandémie (comme le *social distancing*) qui s'immiscent dans la vie quotidienne de la population favorisent dans la société la peur de l'avenir et la nostalgie rétrograde du (prétendu) « bon vieux temps d'avant le Corona ».

Les syndicats sont également confrontés à des tâches difficiles. Le chômage partiel et les pertes qui en découlent, pouvant aller jusqu'à un tiers des revenus mensuels, ainsi que les menaces de pertes d'emploi, créent des incertitudes au sein des effectifs et réduisent la propension au conflit parmi les travailleur·euse·s. Les prescriptions en matière d'hygiène et de distance, les directives de distanciation sociale dans l'entreprise, mais aussi les formes de travail flexibles comme le télétravail, compliquent l'échange d'expériences et les accords entre les salarié·e·s et les groupes de pression. De plus, en raison des interruptions de production dues à l'absence de produits intermédiaires, en particulier dans les secteurs liés à l'approvisionnement et à l'exportation au niveau mondial comme l'industrie automobile et la construction mécanique, ou en raison de la fermeture des marchés, la menace de grèves n'est plus aussi effrayante pour le capital.

Dans ces conditions, l'engagement public et le soutien politique de la transition socio-écologique par les organisations de défense des intérêts des travailleur·euse·s ne vont pas de soi. Surtout pas pour un syndicat industriel comme IG Metall¹, dont la base d'adhérent·e·s et le pouvoir d'organisation sont enracinés dans le cœur de l'économie allemande – l'industrie automobile –, les fournisseurs d'acier et l'industrie sidérurgique. Ces secteurs économiques devront passer par des phases particulièrement risquées en termes de produits, de processus de production et de modèles d'entreprise, et donc de revenus et d'emplois pour les travailleur·euse·s, dans le cadre de la décarbonisation. Une politique de défense structurellement conservatrice du capitalisme d'exportation de type allemand, qui est extrêmement efficace d'un point de vue purement économique, serait tout à fait logique.

L'écologie du travail comme projet de stratégie

Les syndicats industriels en particulier (mais pas seulement) sont confrontés à un dilemme. Dans les conditions de la socialisation capitaliste, les intérêts des salarié·e·s sont tout à

¹ IG Metall ou IGM est un syndicat professionnel allemand qui représente les ouvriers de l'industrie métallurgique, du textile et de l'habillement, du bois et du plastique. Il compte en 2013 2,4 millions de syndiqués, ce qui le place ainsi comme le premier syndicat d'Europe en effectif. (Wikipédia)

fait contradictoires. En tant qu'habitant·e·s de la Terre, les travailleur·euse·s ont eux·elles aussi un intérêt de survie dans la préservation des bases naturelles de la vie. Cela exige la fin de l'exploitation des ressources et des puits de carbone à des fins de profit. Mais dans un contexte capitaliste, la fin de l'exploitation de la nature peut également aller de pair avec la fin de l'exploitation de la force de travail. Et cela entraîne une perte d'emploi et de revenu. A court terme, l'intérêt de l'emploi fondé sur la politique sociale peut donc entrer en conflit avec l'intérêt de la durabilité à long terme. A l'ère du « Capitalocène » (Elmar Altvater), où l'accumulation illimitée de capital menace de dépasser les limites de la capacité de production planétaire, les risques sociaux liés à l'existence du travail salarié se combinent avec les menaces de la crise climatique pour les travailleur·euse·s salarié·e·s.

Le fait que des syndicats tels qu'IG Metall ne misent pas sur des alliances de conservation, mais sur des alliances de transformation, est une bonne chose et ne va pas de soi au vu de cette constellation d'intérêts et de dangers. Il repose sur une conception spécifique de la politique syndicale et des intérêts (Urban 2019). Son point d'Archimède² est une notion élargie des intérêts et de la représentation des intérêts du travail salarié. Cette notion repose sur la constatation facile à formuler, mais parfois difficile à admettre, que la poursuite de la croissance fossile – en dépit de tous les intérêts contradictoires du travail dépendant sous le capitalisme – ne peut pas constituer une option réaliste. Lier la politique syndicale du travail, de l'emploi et de la répartition à cette croissance conduirait à une impasse. Une réponse adéquate consiste à s'efforcer de formuler une écologie du travail. Elle tente d'intégrer des exigences de différentes natures dans un concept de politique syndicale du travail et de l'emploi. Dans cette perspective, les syndicats sont confrontés, dans leur fonction sociale et leur mandat politique, à trois cycles de reproduction qui doivent devenir des cycles de durabilité : la reproduction de la force de travail, la reproduction de la société et la reproduction de la nature. Le champ d'intersection de ces trois cycles de reproduction constitue le cœur de la politique syndicale en matière d'écologie du travail (voir Figure 1, ci-dessous).

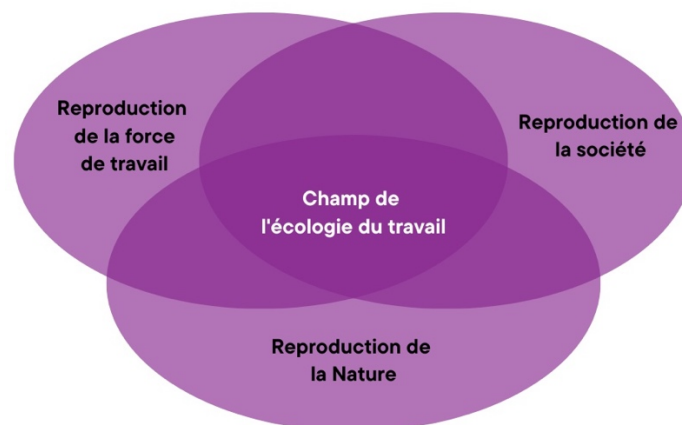


Figure 1 : Les cycles de reproduction et le champ de l'écologie du travail

² Le point d'Archimède tire son nom de l'affirmation d'Archimède selon laquelle lui, seul, pourrait soulever la terre, à condition de disposer d'un point fixe et d'un levier suffisamment long. Au sens figuré, ce terme est utilisé en philosophie pour désigner un fait parfaitement évident (indiscutable). (Wikipedia)

Ces trois cycles sont extrêmement pertinents, voire essentiels, y compris pour les personnes qui, dans les conditions actuelles, dépendent de l'exploitation économique de leur force de travail, qu'il s'agisse d'un statut de salarié ou de la nouvelle forme sociale du travail indépendant précaire. En fin de compte, il ne s'agit pas seulement de politique du travail. L'équilibrage réussi des intérêts contradictoires dans le sens du critère de durabilité ne peut réussir que dans un nouveau modèle de croissance et de développement qui se libère des impératifs d'accumulation capitalistes et qui décide socialement et selon les règles du jeu démocratique des champs de croissance et de décroissance. Cette idée d'un aménagement rationnel du rapport social à la nature remonte loin dans l'histoire de la pensée critique du capitalisme. « La liberté dans ce domaine ne peut consister qu'en ceci : l'homme socialisé, les producteurs associés règlent rationnellement ce métabolisme entre eux et la nature, le soumettent à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par lui par une force aveugle ; ils l'accomplissent avec la moindre dépense d'énergie possible et sous les conditions qui sont les plus dignes de la nature humaine et qui y sont les plus adéquates. » (Marx). Si les trois cycles de reproduction doivent devenir des cycles de durabilité, une politique de transformation adéquate doit s'orienter vers les objectifs correspondants et surmonter les conflits d'objectifs récurrents :

- L'objectif de la durabilité environnementale : la décarbonisation de la création de valeur économique et des modes de vie sociaux doit être au cœur de la transformation écologique requise. La base énergétique de la création de valeur industrielle doit passer des combustibles fossiles à l'hydrogène vert, par exemple, et les processus de production et les produits doivent être soumis à des tests de durabilité. En outre, la transformation du secteur des transports doit être neutre pour le climat, ce qui ne doit pas se limiter à la conversion du transport individuel aux véhicules électriques à batterie, mais doit inclure la prévention du trafic et de nouvelles formes de mobilité.
- L'objectif de la durabilité sociale : la tâche des syndicats est de s'impliquer dans le processus de transformation avec des concepts de protection et d'avenir en matière d'emploi et de politique sociale, en tant que représentants des intérêts du travail salarié. Mais la question sociale ne joue pas seulement un rôle central dans la perspective des syndicats. La décarbonisation et d'autres mesures ne réussiront que sur la base de scénarios viables dans lesquels les personnes concernées par les risques de transformation peuvent voir une perspective d'avenir réaliste. Toutes les « variantes de l'autoritarisme écologique » (Neckel 2020) qui en font abstraction à la légère et parfois dans la perspective d'une situation sociale privilégiée, susciteront des résistances sociales croissantes et risquent à leur tour d'échouer avant que les marges cibles ne soient atteintes. Les conflits entre les forces qui articulent les intérêts de protection sociale et celles qui s'occupent de l'axe écologique sont programmés, comme l'ont montré des études sociologiques sur l'industrie automobile en Thuringe et l'exploitation à ciel ouvert du lignite en Lusace (Dörre et al. 2020).
- L'objectif de la durabilité de la politique du travail : il est évident qu'une orientation écologique du travail exige une politique du travail offensive et centrée sur la force de travail, qui ne se replie pas sur les marges de manœuvre imposées par les contraintes de la concurrence et de la politique interentreprises. En revanche, il est essentiel de protéger les intérêts sociaux et culturels des groupes qui risquent de devenir les perdants de la nécessaire transformation socio-écologique. Les intérêts de reproduction des travailleur·euse·s ne nécessitent pas seulement une politique de

protection de l'emploi. Des exigences qualitatives en matière de travail sont indispensables. Il s'agit d'un travail humain qui préserve la santé, exige et favorise les qualifications et ouvre des perspectives de développement personnel. Les interventions de la politique du travail contre les charges dangereuses pour la santé dans un monde du travail de plus en plus économisé exigent un ensemble de mesures dans l'aménagement des postes et des processus de travail, une réorientation de la politique du temps de travail et de la performance ainsi qu'une nouvelle culture de promotion de la santé au sein de l'entreprise (Fergen 2019). Les modèles d'horaires de travail réduits qui orientent les augmentations de productivité vers des voies compatibles avec l'emploi sont essentiels. Les options récemment convenues dans les conventions collectives de l'industrie métallurgique et électrique allemande, qui rencontrent un fort soutien parmi les salarié·e·s, visant à réduire les horaires de travail hebdomadaires en vue d'une semaine de 4 jours et de 32 heures, vont dans ce sens (Hofmann/Mohr 2021).

Un nouveau type de croissance dans un modèle de développement démocratisé

Il est fort probable que ces objectifs ne soient pas atteints dans le cadre d'un fonctionnement économique autonome, c'est-à-dire guidé par le marché. Au contraire, la dynamique d'accumulation capitaliste qui, dans le sillage des paradigmes néolibéraux, a été largement épargnée par les régulations sociales et écologiques, a conduit le capitalisme contemporain à une « crise économique et écologique qui le prend en tenaille » (Dörre 2019). La croissance économique de type capitaliste, en particulier, est passée du statut de solution au statut de moteur du problème. Si elle a traditionnellement contribué à accroître la prospérité et à désamorcer les conflits de répartition sociale, elle favorise aujourd'hui la répartition inégale des revenus et des richesses ainsi que la surexploitation de la nature. Il favorise la division sociale en augmentant la fortune des riches et en poussant de plus en plus de personnes dans des situations de précarité. Et il sollicite la nature dans une mesure qui dépasse sa capacité de régénération. C'est pourquoi les stratégies traditionnelles de stimulation de la croissance ne permettent pas de sortir de la crise, mais au contraire de s'y enfoncer.

Si l'on accepte que le modèle de croissance du capitalisme contemporain soit devenu obsolète, il faut travailler à un nouveau modèle de développement. Ce modèle ne peut pas être trouvé dans l'abandon général de toute croissance, comme le suggèrent parfois les scénarios de « décroissance ». Aussi sympathiques qu'ils puissent paraître à première vue, ils ne tiennent pas compte du fait que les sociétés contemporaines ne sont pas seulement des sociétés d'abondance, mais aussi des sociétés de déficit. La production de luxe nuisible à l'environnement s'accompagne de retards d'investissement dans la sécurité sociale, la santé et les soins, l'éducation et la culture, ainsi que dans la mobilité des personnes et des biens. Pour y remédier, il faut continuer à produire des biens – comme des trains, des bus et des voitures – et des services sociaux comme les soins. Il faudrait donc viser une économie qui ne gémit pas sous une contrainte de croissance systémique, mais qui croît là où elle doit croître et renonce à la croissance là où elle divise la société ou sollicite trop la nature. Une telle croissance est moins forte que la croissance actuelle, car elle n'est encouragée que là où l'on peut en attendre un bénéfice pour la société ; elle est plus durable, car elle accepte les limites de la nature comme limites de la croissance ; et elle doit être plus juste, car elle ne pousse pas les perdant·e·s³ du changement structurel

³ Voir par exemple le conseil de transformation créé en 2019 en Rhénanie-Palatinat à l'initiative d'IG Metall ; <https://bit.ly/3AfilyC>

vers le chômage ou la pauvreté, mais leur ouvre de nouvelles perspectives grâce aux ressources de la société. Dans cette perspective, il semble pertinent de laisser s'exprimer une critique réfléchie de la croissance là où elle s'oppose à l'illusion d'un « capitalisme vert » (Brand 2021) et de l'associer à des réflexions sur un nouveau type de croissance sélective, là où les domaines déficitaires de la société restent tributaires de l'augmentation de la valeur ajoutée économique.

De telles exigences dépassent le marché. Il s'agit d'un système de jeu dans lequel les acteurs privés recherchent le profit ou l'utilité et où les coûts sont répercutés sur la société ou la nature. Si la valeur sociale d'usage, la durabilité environnementale et la justice sociale doivent devenir des objectifs, d'autres règles du jeu sont indispensables. Cela nécessite une intervention politique sur les marchés. La démocratisation de l'économie et de la société devient ainsi la tâche clé d'une politique de transformation éco-sociale progressiste. L'écologisation et la démocratisation doivent être considérées comme les deux faces d'une même médaille⁴. Pour renforcer les intérêts de la société et de la nature par rapport aux intérêts du profit, la démocratie doit s'immiscer dans toutes les dimensions de l'économie. Cela implique l'élargissement de la participation des salarié·e·s dans les entreprises, notamment en ce qui concerne la gestion et le développement du personnel et l'aménagement des postes de travail, des processus et de l'environnement (Ehlscheid 2021). Il est également nécessaire de démocratiser la constitution de l'entreprise en introduisant des droits de veto et d'influence étendus pour les syndicats et les pouvoirs publics dans les décisions relatives aux produits et aux sites. Cependant, les décisions prises au niveau de l'entreprise et de l'établissement ont souvent une portée suprarégionale et touchent les intérêts de grands groupes de population en matière de travail, de vie et d'environnement. Il est donc question de l'évolution de la cogestion au niveau de l'entreprise et de l'établissement vers des modèles d'extension de l'influence sociale, tels qu'ils sont discutés dans les modèles classiques et plus récents de démocratie économique (Meine et al. 2011).

Il est évident qu'il s'agit là d'un terrain inconnu à bien des égards, tant sur le plan conceptuel que politique et pratique. Mais aussi éloignée que puisse paraître la démocratisation de l'économie, il est possible de trouver des points d'ancrage. Lors de la crise financière de 2009 et des années suivantes et de la crise du Corona actuelle, des milliards de dollars d'impôts ont été versés aux entreprises. Les divers projets de l'Union européenne, en particulier, signalent que les fonds publics destinés à sauver les entreprises privées font (aussi) partie du répertoire standard de la politique économique libérale (voir par exemple les articles de l'infobrief eu & international 3/2020). Il faut faire de la nécessité une vertu. Lorsque des entreprises sont sauvées pour des raisons de pandémie ou de transformation avec les ressources de la société, une logique devrait s'appliquer, selon laquelle là où l'argent public coule, la propriété publique doit être créée et l'influence publique doit suivre. En outre, ce qu'on appelle les « conseils de transition », composés de représentants des gouvernements régionaux, des syndicats, des chambres des métiers et des associations d'entrepreneurs, etc., qui élaborent des paquets de mesures de politique industrielle,

⁴ Il convient de noter un appel lancé en mai 2020 par des scientifiques issus de prestigieuses universités américaines et européennes, intitulé "Humans are not resources. Coronavirus shows why we must democratise work" appelle à démocratiser les entreprises afin de garantir la dignité de l'homme et la vie sur la planète ; cf. The Guardian, 16.5.2020, <https://bit.ly/3AftPqB>

régionale et structurelle en vue d'un renouveau écologique en s'appuyant sur des fonds de transformation, vont dans la bonne direction⁵.

Renouvellement de l'état providence

Bien que l'intervention sur le marché et le contrôle démocratique des entreprises et des processus de transformation soient indispensables, une conception renouvelée et surtout élargie de l'État-providence n'en est pas moins importante. Si la durabilité écologique et sociale doit aller de pair, un État-providence développé et intervenant de manière globale devra agir comme une sorte d'« agence de transformation » (Ehlscheid et al. 2021). Plus les bouleversements sont radicaux, plus la promesse de sécurité de l'État social doit être fiable. Pour ce faire, les services publics d'aide à l'emploi doivent évoluer vers une « politique d'investissement sur le marché du travail » (Matthias Knuth), qui s'oriente vers l'amélioration de la structure de l'emploi et la prévention de l'emploi sous-qualifié. Le réajustement implique également le développement d'instruments de transition de la politique de l'emploi qui empêchent les licenciements en cas de pertes d'emploi liées à la transformation et qui ouvrent en même temps de nouvelles perspectives d'emploi. En outre, il faut combler les lacunes en matière de sécurité sociale (du moins en Allemagne), qui résultent du lien traditionnel entre la sécurité sociale allemande et le statut de salarié et les parcours professionnels normalisés. Le dynamisme des marchés du travail, les projets de vie différenciés et les changements de situations de vie et d'emploi confèrent à l'évolution de l'assurance classique des salarié·e·s vers une assurance des citoyen·ne·s et des actif·ve·s une actualité et une urgence nouvelles. Enfin, de nombreux éléments indiquent que le développement des biens publics peut jouer un rôle important dans une conception de la transformation socio-écologique. Sans barrières d'accès, dotés de ressources financières et humaines suffisantes et gérés démocratiquement, ils peuvent améliorer la qualité de vie et promouvoir un mode de vie durable. Cela commence par les soins de santé, les crèches, les écoles, les logements, les transports publics et les universités.

Les interventions et les investissements économiques de ce type nécessitent des ressources qui se chiffrent en milliards. C'est précisément dans le cadre de la transition socio-écologique que l'État social est appelé à jouer un rôle de (re)distribution. La création de valeur économique qui, selon la logique des rapports de propriété et de disposition capitalistes, va en premier lieu aux profits et à la fortune privés, doit être prélevée dans des dimensions historiquement nouvelles par une politique fiscale et budgétaire appropriée et redistribuée pour le financement de biens publics, de processus de production et de produits durables ainsi que dans la sécurité sociale. Cela suppose un changement de paradigme dans les politiques économiques de la plupart des États européens. Mais cela nécessite également une transformation de la nouvelle gouvernance économique au niveau européen, qui maintient les États membres de l'UE dans l'enceinte d'une logique d'austérité fatale (Urban 2018). En Europe en particulier, il est de plus en plus évident que l'intégration de l'économie dans une réécriture du projet démocratique européen est indispensable. L'empirisme de la politique de crise de l'UE, qu'il s'agisse d'amortir la crise financière ou de lutter contre la pandémie de Corona, fait apparaître clairement qu'une politique démocratique qui cherche à maîtriser préventivement les tendances

⁵ Voir par exemple le conseil de transformation créé en 2019 en Rhénanie-Palatinat à l'initiative d'IG Metall ; <https://bit.ly/3AfilyC>

contemporaines menaçant la démocratie ne peut pas se passer d'une démocratisation de l'économie.

Alliances de transformation

La réussite de la transformation socio-écologique se décidera dans le cadre de conflits de transformation sociaux et politiques, dans lesquels s'affrontent des intérêts, des points de vue et des potentiels de pouvoir différents. Les conflits sont inévitables. Mais de ces conflits doivent émerger et perdurer des alliances de réforme plus ou moins consolidées, qui pensent ensemble les intérêts du travail et les intérêts de la nature et dans lesquelles se retrouvent des activistes de la politique et de la société, en particulier du monde de l'écologie et du travail. Cela ne réussira que s'il y a une volonté de reconnaissance mutuelle des intérêts, des points de vue et des préférences politiques. Des exemples positifs existent. « Faire pression ensemble. Pour un changement social, écologique et démocratique », peut-on lire dans une déclaration commune d'IG Metall et de *Fridays for Future* datant d'août 2019. Et malgré la pandémie de la maladie de Corona qui n'a pas encore été vaincue, IG Metall s'engage dans une « alliance pour un tournant de la mobilité socialement responsable », dans laquelle il travaille avec divers acteur·trice·s de la société à des concepts et pratiques pour une mobilité respectueuse de l'environnement et socialement équitable.

Tout cela est encourageant, car le changement de voie va se produire. Mais la direction qu'il prendra n'est pas encore déterminée. La société peut très bien basculer à droite. Dans les parlements, mais aussi dans les entreprises, les représentant·e·s d'un tournant réactionnaire sont prêt·e·s. Ils·Elles tentent de promouvoir une politique antidémocratique en s'appuyant sur la peur du statut social et de l'avenir. Non seulement la nature, mais aussi la démocratie, ont besoin d'alliances fortes et progressistes pour la réforme et la transformation.

Source

URBAN, Hans-Jürgen, « Transformation socio-écologique et options pour une politique de défense des intérêts syndicaux », in *Jahresbuch 2021, Post wachstum ? Aktuelle auseinandersetzungen um einen Grundlegenden gesellschaftlichen Wandel*. Denknetz / Réseau de Réflexion, Zürich, 2021.